



# uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

## L'année internationale des sols touche à sa fin. Et après?

Rappelez-vous, 2015 a été déclarée année internationale des sols. 12 mois pour convaincre les gouvernements et la population que cette ressource naturelle est à protéger. Force est de constater que cette année n'a pas eu le même retentissement que la précédente sur l'agriculture familiale. Nous sommes en droit de nous poser la question de l'efficacité d'une telle démarche. Les gouvernements ont-ils pris des résolutions fermes pour protéger le sol, ressource naturelle «non renouvelable»? Pourtant le sol abrite plus de 25% de la biodiversité mondiale, c'est le support indispensable qui permet de produire au quotidien de la nourriture. Il est également utile à la filtration de l'eau et s'avère, lorsqu'il est ménagé, être un véritable piège à carbone contribuant ainsi à l'atténuation des effets de l'activité humaine sur le climat.

Par quoi le sol, ce support vivant que nous travaillons, sur lequel nous marchons, est-il menacé? Par l'extension mal contrôlée du bâti et des infrastructures, par une agriculture intensive responsable de la déforestation, du compactage du sol ou de sa pollution par les engrais, herbicides ou pesticides. Il est aussi mis en danger par une répartition inéquitable des terres dont fait partie le phénomène aujourd'hui bien connu de l'accaparement des terres essentiellement profitable à l'agroindustrie qui ne cesse de croître et impacte aussi nos régions, notamment les pays de l'Est. Pourtant, permettons-nous de rappeler que plus de 70% de l'alimentation mondiale est produite par l'agriculture paysanne sur seulement 25% des terres cultivables. Quelle efficacité en comparaison de l'agriculture industrielle! Voici une piste à explorer d'autant que certains experts prévoient que nous n'aurons plus que la moitié des terres arables à disposition à l'horizon 2050.



17 avril 2011 à Genève: des jeunes appellent à un accès à la terre plus équitable.

Dans un pays comme le nôtre, si peuplé et occupé à 25% par des surfaces dites improductives, à 30% par les forêts et à un peu moins de 10% par le bâti et les infrastructures, la convoitise sur les terres agricoles qui représentent 33% de la surface totale est particulièrement marquée. Nous perdons d'ailleurs chaque seconde près d'un m<sup>2</sup> de terres agricoles. Parmi celles-ci, 40% sont des surfaces d'assolement (SDA) qui sont censées être particulièrement choyées car considérées comme les meilleures terres du pays. Il n'empêche, un grand chantier se dessine à l'horizon. Suite à l'avortement du projet de seconde révision de la loi sur l'aménagement du territoire, le Conseil fédéral annonce publiquement, à la veille du 5 décembre, journée internationale des sols, qu'il a décidé que les SDA ne feront plus partie de la révision et seront traitées séparément. Un groupe de travail composé des offices fédéraux, des cantons et des milieux concernés devrait remanier le plan sectoriel des SDA datant de 1992 et le Conseil fédéral l'adoptera au mieux en 2018. Si une discussion de fond s'impose

au vu de l'interprétation très fédéraliste de la protection des SDA, il est à craindre que la pression de certains cantons souhaitant avoir les coudées franches pour développer leurs infrastructures ne sonne le glas d'une protection indispensable de cette ressource qui, une fois imperméabilisée, est définitivement perdue.

En 2016, nous passerons à l'année internationale des légumineuses. Un thème encore une fois qui mériterait toute notre attention. Ces plantes qui fixent l'azote sont précieuses dans la rotation des cultures et une source alimentaire pour les Hommes comme pour les animaux. Mais la zone d'approvisionnement en légumineuses n'a eu de cesse de migrer: de l'Amérique latine à la Chine puis au pays de l'Est. La Suisse pourrait augmenter son taux d'auto-approvisionnement en légumineuses. En ce sens, quel est le rôle des stations fédérales de recherche et celui des politiques publiques de la Confédération en vue d'offrir une chance à ces cultures sur notre territoire? Espérons que ces questions recevront réponse l'an prochain.



**Politique agricole**

**Faillite**

**Page 2**



**Monsanto**

**En jugement**

**Page 3**



**Interview**

**Claude Demierre**

**Pages 4-5**



**Spéculation**

**Fin de partie**

**Page 6**

POLITIQUE AGRICOLE

# Multiplés faillites de la politique agricole 2014-17

Le 11 novembre, la chambre zurichoise d'agriculture a tenu une conférence de presse sur la ferme de la famille Locher à Bonstetten, situé à 20 km de la ville de Zurich. La famille paysanne a présenté un scénario de remise d'une ferme laitière de polyculture paysanne de 30 ha. La situation actuelle de départ montre un revenu insuffisant de l'ordre de 20'000.- par UMOS et une perspective incertaine avec l'absence de volonté politique d'améliorer la position des producteurs de lait sur le marché et les velléités de libéralisation futures.

Pour le successeur, la production nourricière ne représente pas un objectif, mais il recherche plutôt une sécurité économique et un revenu correct. Le service de conseil de la chambre zurichoise d'agriculture a dès lors élaboré la meilleure solution pour optimiser les paiements directs. Aujourd'hui déjà la ferme bénéficie d'un apport important de paiements directs, avec 300 arbres à haute tige, des surfaces en réseau écologique et une part plus importante de surfaces de biodiversité que le minimum exigé (13,6%).

Le but d'optimiser les paiements directs a été subordonné aux exigences de la pratique afin de pouvoir gérer la ferme de manière simple et avec un minimum de travail. Le scénario n'est pas poussé à l'extrême. Ainsi la plantation de 1'000 arbres hautes tiges supplémentaires générerait 50'000.- de paiements directs supplémentaires, mais la charge de travail pour le pâturage des vaches allaitantes serait nettement plus importante. Dans ce scénario extrême les paiements directs pourraient tripler.

### Situation actuelle de la ferme (source ZBV) \*

- 60 vaches laitières y compris remonte,
- 14 ha grandes cultures, 16 ha prairies naturelles, PER, estivage partiel
- Emploi: famille paysanne avec 1 à 2 employés agricoles, 3,9 UMOS. Revenu 20'000.-/UMOS
- Production annuelle de calories: 1,3 millions megajoules (permet de nourrir 370 personnes durant une année)
- Paiements directs env. 85'000.-

### Situation future de la ferme

- 20 vaches allaitantes y compris remonte,
- 14 ha de prairies extensives,
- 6 ha de pâtures extensives, 5 ha de jachères florales, 5 ha de grandes cultures, Bio, estivage complet
- Emploi: un poste de travail, 2,2 UMOS. Revenu 31'000.-/UMOS. Augmentation du revenu horaire de près de 50%,
- Production annuelle de calories: 145'000 megajoules (permet de nourrir 41 personnes durant une année)
- Paiements directs env. 170'000.-

### Faillite financière

Cette étude révèle de manière exemplaire les faillites et l'absurdité dangereuse de la nouvelle politique agricole 14-17 basée sur l'extensification. La faillite est d'abord financière. Si les paysans se transformeraient massivement en entrepreneurs comme le souhaite l'OFAG et adopteraient ainsi une telle optique d'optimisation des paiements directs, le budget agricole exploserait immédiatement. L'option «paysans paysagiste» n'est pas viable du point de vue budgétaire. Il faudrait passer de 2,7 millions de paiements directs à 6 millions de paiements. Au vu des économies budgétaires, ce scénario semble très compromis et la sécurité économique des «paysans-paysagistes» dépendants des paiements directs est précaire.

### Perte de savoirs et de forces vives

Un autre échec grave est l'attaque des structures et des moyens de production ainsi que des savoirs en vue d'assurer l'approvisionnement de la population. La Suisse a déjà un des taux d'auto-approvisionnement les plus bas au niveau mondial (largement en dessous des 48% de taux officiel net). En extrapolant l'exemple présenté plus haut, ce taux s'effondrerait complètement et ouvrirait alors grand la dépendance vis-à-vis des importations. L'emploi agricole serait également touché avec une réduction de près de 50% des forces de travail, ce qui représente près de 50'000 postes de travail. Bien sûr, il y aurait la création de quelques postes d'ingénieurs en l'environnement pour



Werner Locher en 2010 devant l'OFAG pour dénoncer la gestion des quantités de l'administration entre 2006-2009 pendant la sortie anticipée du contingent laitier. Une famille paysanne à la croisée des chemins.

analyser la qualité du travail paysager.

### Et l'agronomie dans tout cela?

Pour finir c'est une faillite de la pensée agronomique. Au lieu d'optimiser et d'intensifier la production nourricière à partir des ressources disponibles en augmentant l'autonomie paysanne et en améliorant constamment les ressources fertiles du sol, des plantes et des animaux par le travail humain, ces liens sont détruits et niés par une politique agricole qui ne mérite pas ce nom. Ceci est d'autant plus affligeant, alors que la Suisse veut afficher ses bonnes intentions en matière de soutien à l'agriculture paysanne (ratification du rapport agricole

mondial) et qu'elle s'engage à réduire les émissions de gaz à effet de serre sachant que les empires alimentaires industrialisés sont responsables de 43% de ces émissions.

### Pour une optimisation de la fertilité

Le développement d'une agriculture paysanne qui cherche à se libérer des intrants, qui optimise la fertilité et qui maîtrise la valorisation de sa production sur les marchés est heureusement une alternative viable. C'est le développement de cette agriculture qui crée les liens nécessaires pour construire la souveraineté alimentaire et conquérir la démocratie alimentaire.

Rudi Berli

\*Ces chiffres ont été vérifiés par Agridea.



La ligne nature

**Metrabol**  
BOLUS naturel après-vêlage  
Nettoyage et tonus

**Taritral**  
TARIR avec la nature  
sans antibiotique

**Parabol**  
en cas de cellules  
somatiques

LGC SA  
ONLINE SHOP 1627 Vaulruz  
www.lgc-sa.ch 026 913 79 84

MUTLINATIONALES

# Un Tribunal international pour juger Monsanto

Lancé le 3 décembre à Paris, le Tribunal Monsanto aura pour mission d'évaluer les faits qui sont reprochés à la multinationale ainsi que de juger les dommages causés. Il sera organisé à La Haye, du 12 au 16 octobre 2016. Les initiateurs du Tribunal Monsanto, dont StopOGM et La Via Campesina font partie, lancent un appel à la société civile pour qu'ils participent au financement de cette opération.

L'entreprise américaine Monsanto est perçue de manière croissante comme le symbole d'une agriculture industrielle et chimique qui pollue, accélère la perte de biodiversité et contribue de manière massive au réchauffement climatique. Depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle, elle a commercialisé des produits hautement toxiques qui ont durablement contaminé l'environnement et rendu malades ou causé la mort de milliers de personnes dans le monde: les PCB qui affectent la fertilité humaine et animale; le 2,4,5 T, l'un des composants de l'agent orange contenant de la dioxine qui fut déversé par l'armée américaine pendant la guerre du Vietnam et continue de provoquer malformations congénitales et cancers; le lasso, un herbicide aujourd'hui interdit en Europe; ou le roundup, l'herbicide le plus utilisé au monde, qui est à l'origine de l'un des plus grands scandales sanitaires et environnementaux de

l'histoire moderne. Ce désherbant très toxique est associé aux monocultures transgéniques, principalement de soja, maïs et colza, destinées à l'alimentation animale ou à la production d'agrocarburants. Le modèle agroindustriel promu par Monsanto est à l'origine de près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre mondiales dues à l'activité humaine; il est aussi largement responsable de l'épuisement des sols et des ressources en eau, de l'extinction de la biodiversité et de la marginalisation de millions de petits paysans. Il menace la souveraineté alimentaire des peuples par le jeu des brevets sur les semences et de la privatisation du vivant.

La multinationale a pu occulter les dommages humains et écologiques causés par ses produits et maintenir ses activités dévastatrices grâce à une stratégie systématique: lobbying auprès des agences de réglementation et des

autorités gouvernementales, mensonges et corruption, financement d'études scientifiques frauduleuses, pression sur les scientifiques indépendants, manipulation des organes de presse, etc.

Monsanto est l'incarnation de l'impunité des entreprises transnationales et de leurs dirigeants qui contribuent au dérèglement du climat et de la biosphère et menacent la sûreté de la planète.

Organisé à La Haye, du 12 au 16 octobre 2016, le Tribunal Monsanto aura pour mission d'évaluer les faits qui lui sont reprochés et de juger les dommages causés par la multinationale. Le Tribunal prendra appui sur les Principes directeurs relatifs aux entreprises et droits de l'Homme adoptés au sein de l'ONU en 2011. Le Tribunal examinera aussi s'il s'impose de réformer le droit pénal international notamment en amendant le Statut de Rome, créant la Cour pénale internationale en vigueur depuis 2002,

pour que soit reconnu le crime d'écocide et que la responsabilité pénale des personnes physiques coupables de ce crime puisse être engagée. Conscients des enjeux planétaires que représente la reconnaissance du crime d'écocide, qui seul permettra de garantir le droit des humains à un environnement sain mais aussi celui de la nature à être protégée, les initiateurs du Tribunal Monsanto lancent un appel à la société civile, à tous les citoyens et citoyennes du monde, pour qu'ils participent au financement de cette opération exemplaire, à travers la plus vaste plateforme de crowdfunding international jamais réalisée à ce jour. La défense de la sûreté de la planète et des conditions mêmes de la vie est l'affaire de tous et seul un sursaut collectif des forces vives permettra de stopper la machine de destruction en marche!

## Tribunal: stop à l'impunité!



Olivier de Schutter.

Olivier de Schutter est professeur à l'Université de Louvain et ancien Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation. Il est à présent membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies et co-préside IPES-Food, un panel indépendant d'experts sur les systèmes alimentaires durables.

### Qu'est-ce qui vous a amené à rejoindre le Tribunal Monsanto?

De nombreuses actions en justice ont été lancées contre Monsanto, par exemple par des agriculteurs dont la santé a été affectée par l'usage de leurs produits ou par des populations dont l'environnement a été contaminé par ses activités. Mais d'autres problèmes demeurent totalement impunis, par exemple les atteintes à la liberté d'expression ou à la liberté de la recherche académique des scientifiques qui travaillent sur les OGM. De plus, et

surtout, des actions en justice ponctuelle n'ont qu'un effet finalement limité: pour quelques individus qui obtiennent justice au bout d'un long et coûteux combat judiciaire, combien demeurent sans recours aucun pour les atteintes à leurs droits? Le Tribunal Monsanto est une manière d'en appeler aux autorités pour que cesse toute impunité.

### Votre souhait?

Il s'agit, à travers le Tribunal International Monsanto, d'atteindre deux objectifs. D'abord, il s'agit d'identifier les atteintes aux droits de l'Homme qui peuvent résulter des activités d'une grande entreprise semencière et agrochimique comme celle-ci, ce qui peut servir d'exemple et conduire à interroger un certain modèle de développement agricole. Ensuite, il s'agit de montrer l'intérêt qu'il y aurait à ériger l'écocide en crime de droit international, afin -pourquoi pas?- qu'un jour il rejoigne les crimes contre l'humanité, le génocide et les crimes de guerre parmi les comportements jugés à ce point intolérables qu'ils méritent une condamnation pénale.

Marie-Monique Robin, est journaliste, réalisatrice et écrivaine. Elle a réalisé de nombreux documentaires tournés en Amérique latine, Afrique, Europe et Asie et couronnés par une trentaine de prix internationaux dont le très connu «le monde selon Monsanto».

### Pourquoi vous êtes-vous lancée dans une telle aventure?

Depuis la sortie en 2008 de mon film

et livre «Le monde selon Monsanto», je n'ai cessé de suivre les pratiques de la firme américaine qui continue de polluer l'environnement, - l'eau, l'air, les sols et les aliments- avec ses produits hautement toxiques en toute impunité. Parmi ces produits, il y a le roundup, que l'OMS vient de classer «cancérogène probable pour les humains» et dont la nocivité a été démontrée par des dizaines d'études indépendantes. Aujourd'hui, les personnes qui souffrent de maladies graves à cause du roundup se comptent par dizaines de milliers dans le monde, notamment en Amérique du Sud. Il est temps que la firme rende des comptes, même de manière symbolique. Le Tribunal permettra aux victimes de se faire entendre, car pour elles il est très difficile d'intenter un procès contre une multinationale aussi puissante. Comme on l'a vu récemment avec Paul François, le céréalier intoxiqué par le Lasso, un autre herbicide de Monsanto, c'est vraiment David contre Goliath! Dans mon film et livre «Notre poison quotidien», j'ai raconté le combat exemplaire de cet agriculteur qui a finalement gagné son procès contre la multinationale, en première instance et en appel.

### Votre attente?

Monsanto n'est bien sûr pas la seule firme qui menace la sûreté de la planète et de ses habitants. C'est pourquoi ce procès - qui sera un vrai procès avec de vrais juges et de vrais avocats- devra servir d'exemple. Il devra contribuer aussi à l'émergence d'une nouvelle figure pénale, dont on a besoin de toute

**Tribunal contre Monsanto:**  
[www.monsanto-tribunal.org](http://www.monsanto-tribunal.org)

urgence: le crime d'écocide, qui seul permettra notamment de poursuivre au pénal les dirigeants des entreprises coupables d'activités menaçant les droits humains. Le crime d'écocide inclut aussi le crime contre le climat. Si nous voulons vraiment stopper le dérèglement climatique, il faut repenser de fond en comble le modèle agricole, en promouvant l'agro-écologie, comme l'a démontré Olivier de Schutter, l'ancien rapporteur des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, dans le rapport qu'il a remis à l'ONU en 2012. C'était aussi la conclusion du rapport de l'IAASTD de 2008, rédigé à la demande de la Banque mondiale par 400 scientifiques internationaux, et codirigé par Hans Herren.

*Propos recueillis par Valentina Hemmeler Maïga*



Marie-Monique Robin /Photo: Sergio Goya

MEMBRE UNITERRE

# Claude Demierre: «Aujourd'hui les prix payés aux paysans sont déconnectés de la réalité!»

Lorsque que l'on arrive par la route de Vuillens, dans le brouillard, la ferme de la famille Demierre, sise dans le hameau de Villangeaux, semble complètement perdue au milieu de nulle part. Pas de village tout proche. La petite route qui mène à la ferme ressemble plus à un chemin de remaniement qu'à une route intercantonale. Après avoir passé la forêt, au sommet d'une colline, une première ferme pointe, puis un poulailler, puis deux séchoirs à tabac qui ne semblent plus utilisés pour cette fonction.



Au moment de poser le pied hors de la voiture, j'entends le bruit des cornadis et des bêtes qui y sont détenues. Un employé nettoie une auto-chargeuse au karcher. A n'en pas douter, je suis aux abords d'une ferme laitière. Claude m'attend à l'entrée du pont de grange. C'est par cet endroit que nous commençons la visite. En me montrant le pont roulant et le stock de fourrage et de paille, il me dit: «nous avons construit cette ferme dans les années huitante. Elle a été imaginée pour qu'elle soit pratique et évolutive par rapport à l'endroit. Tout le foin et la paille sont au-dessus des bêtes qui sont affouragées avec une mélangeuse. Même si rien n'est jamais parfait, je suis globalement plutôt satisfait de mon outil de travail. Il pourrait avoir de l'avenir si les prix du lait remontaient sérieusement. Tu sais, c'est difficile de motiver des jeunes avec la situation actuelle du marché laitier. Aucun de mes enfants, pour l'instant, ne s'intéresse à le reprendre. Vu la situation actuelle, je ne les ai jamais vraiment poussés, mais je dois avouer que c'est parfois assez difficile de se motiver à piloter «un bateau» dont l'avenir est plus qu'incertain».

**Avant de parler de l'avenir, peux-tu nous parler de toi, de ta famille et de ta ferme?**

J'ai quatre enfants d'un premier mariage. Il y a Marc, Carmen, Carine et Delphine. Ils ont aujourd'hui entre 25 et 22 ans. Ils ne vivent plus vraiment à la maison, même si je les vois encore bien souvent. Ma nouvelle compagne, Michèle Coucet, travaille comme assistante en radiologie. Hormis les bobos

liés à mon âge qui avance, je peux dire que ma vie privée va nettement mieux que le prix du lait.

**Cette ferme, une histoire de famille?**

Non, cela ne fait pas 100 ans que les Demierre habitent et travaillent ici. C'est mon grand-père, en 1944, qui l'a achetée. Elle faisait une dizaine d'hectares. Il y cultivait du tabac, des céréales et du fourrage pour les vaches laitières. En 1971, mon père a acheté une dizaine d'hectares supplémentaires dans la région. En 1986, avec mon père, nous avons construit le rural actuel. A l'époque, nous n'avions que la moitié du cheptel d'aujourd'hui mais nous avons imaginé ce que pourrait être la ferme dans 20 ans. Si bien que nous l'avons un peu sur-dimensionné à l'époque. Cela nous a permis de faire passablement de veaux blancs à côté des vaches. Nous avons de la place. Ces veaux nous ont permis de tenir le coup financièrement à l'époque, car 6 mois après l'investissement, les taux d'intérêt pour le remboursement sont passés de 4 à 7%. Un coup dur quelques années avant que je reprenne la ferme, en 1992. Nous avons investi au bon moment. Le rural n'est plus vraiment endetté mais il mériterait quelques entretiens et des aménagements supplémentaires. Mais actuellement ma trésorerie ne me permet plus d'investir.

En 1998, j'ai eu la chance de pouvoir louer 17 ha, que j'ai finalement achetés en 2002. En 2000 j'ai encore pu louer quelques hectares. Aujourd'hui je travaille 50 ha, dont 33 ha en propriété. J'élève 50 vaches laitières et la remonte qui va avec. Je suis au maximum des capacités

de ma structure, sans avoir dû faire de nouveaux gros investissements. Mais cela ne tourne plus. C'est très grave.

**Et le tabac, en fais-tu encore?**

Nous avons produit du tabac pendant 40 ans, de 1958 à 1998. Nous avons entre 10 et 15 employés pendant les périodes de récolte. Les deux hangars de séchage ont été construits par mon père en 1961 pour le premier, et dix ans plus tard pour le second. Aujourd'hui, je les utilise pour stocker du matériel et des machines. Ce ne sont pas des hangars très pratiques car leur structure tout en hauteur ne supporte pas très bien de lourdes charges. J'ai essayé de faire des étages à l'intérieur pour stocker du fourrage, mais la structure extérieure n'a pas bien résisté.

Personnellement je n'ai jamais tellement aimé la culture du tabac. En plus notre région est plutôt marginale et nous avons régulièrement des problèmes de qualité et donc de prix. Les frais engagés pour cette culture sont importants avant même d'avoir vendu la moindre feuille. J'ai préféré arrêter avant de perdre trop d'argent et me concentrer sur le lait. Comme j'ai opté pour une politique d'autonomie pour l'affouragement de mes vaches, j'avais besoin de terres. Aujourd'hui ma rotation se compose de maïs plante entière et grain, de blé, d'orge et de triticale et de prairies artificielles. J'ai encore quelques hectares de prairies naturelles et de compensations écologiques.

**Pourquoi rechercher cette autonomie fourragère?**

Cela tombe sous le sens. Pour moi le génie du paysan est de pouvoir créer de la valeur ajoutée avec les ressources de sa ferme: le sol, l'eau, les plantes et les animaux. Mon rôle dans la société est de les mettre en valeur durablement pour nourrir la population. Je ne suis pas un simple transformateur qui achète et qui revend. Je ne veux pas d'une agriculture «hors-sol» qui n'est plus insérée dans un territoire, qui n'est plus liée à un environnement socio-économique local. L'agriculture industrielle, standardisée peut se faire partout sur la planète. Elle ne m'intéresse pas. Je m'y oppose même. Je revendique mon statut de paysan qui défend une agriculture paysanne. Etre paysan, travailler avec le vivant est un défi permanent, c'est ce qui fait la richesse du métier.

**L'autonomie agricole c'est une**

**réflexion que beaucoup de paysans bio ont. Que penses-tu du bio?**

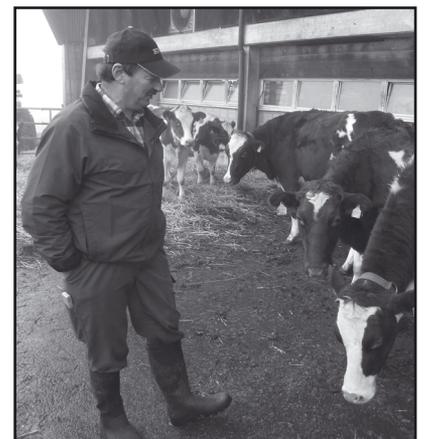
Tout le monde a le droit de réfléchir, les bio comme les autres (rires). Je ne suis pas bio. En fait j'ai de la peine à entrer dans les cadres très stricts, très réglementés, hyper contrôlés, ou la plus-value, me semble-t-il, et toujours captée par les mêmes intermédiaires. Si il y a autant de contrôles, cela signifie que l'administration de mon pays n'a plus confiance en ses paysans. C'est dramatique.

Il y a, bien entendu, plein de bonnes choses à prendre en agriculture biologique. Avec mon souci d'autonomie, j'en suis très proche. Cependant, j'ai parfois l'impression que beaucoup n'adaptent pas l'ensemble des paramètres au mode de production. A l'écurie par exemple, garder une génétique bovine productive pour ne produire «que» 5'000 ou 6'000 kg de lait bio au lieu des 8'000-9'000 kg par année, c'est comme mettre du diesel dans une Formule 1. Cela est limite de la maltraitance pour l'animal.

Pour moi, j'ai l'impression que si je me reconvertissais au bio, je gagnerais peut-être un peu mieux ma vie mais je perdrais en liberté, mes produits changeraient de rayon et d'étiquette au supermarché, mais les problèmes des filières agricoles ne changeraient pas fondamentalement. C'est pour cela que j'ai de la peine à faire le pas.

Je trouve que le système à points d'IP-Suisse est assez bien car il permet une certaine flexibilité. Les contrôles ne sont pas là pour punir, mais pour améliorer. J'aime mieux cette vision. Ce système permet aux paysans de s'adapter. Peut-être que si Bio Suisse mettait en place un tel système, cela pourrait m'intéresser.

Je n'ai pas non plus d'enfants pour



MEMBRE UNITERRE



reprendre et j'arrive en fin de carrière. Je n'ai donc ni l'envie, ni la force de faire de gros changements, de m'épuiser pour rien. Si la jeunesse arrivait sur ma ferme, peut-être que cela changerait aussi. Je n'ai jamais forcé mes enfants à reprendre. Ils se sont formés ailleurs. A l'époque je trouvais loyal de ne pas les encourager à se lancer dans un métier avec si peu d'avenir. Aujourd'hui, parfois, quand je regarde ma ferme, ce que j'ai construit de mes mains, je suis un peu mélancolique et j'éprouve de la tristesse que tout cela se finisse. Mais c'est comme ça!

**Quelles sont tes recettes pour que l'agriculture paysanne puisse perdurer et gagner en importance?**

Je pense qu'il faut un cadre rigide au niveau de la Constitution et la Confédération doit respecter ses engagements pour l'ensemble de la paysannerie et des filières alimentaires. Elle ne doit plus bouleverser la politique agricole tous les quatre ans. Une fois qu'un cadre clair est posé, le paysan fait avec, sur sa ferme. Les règles sont connues et il est libre d'agir tant qu'il ne les enfreint pas. Aujourd'hui, c'est les grands distributeurs et leurs labels qui dictent leurs lois sur les fermes, ce n'est pas normal. Plus personne n'a un regard clair sur cette «salade d'étiquettes» et plus personne ne s'y retrouve. C'est un bon moyen pour dérouter les consommateurs et imposer la «transparence par l'image et le marketing».

C'est-à-dire que ce ne sont plus des lois qui décident quel produit est bon ou pas, mais le service marketing des sociétés qui vendent. Or souvent les produits les meilleurs ou les plus sains ne sont pas ceux qui tapissent les murs de nos villes en format mondial, qui envahissent internet ou la télévision. Je ne fais pas confiance à des gens qui ne pensent qu'à l'argent, au bénéfice à court terme. Une société doit pouvoir faire des choix sur ce qu'elle met dans son assiette et celle de ses enfants.

**D'où l'importance de l'initiative «pour la souveraineté alimentaire»?**

Oui, cela me paraît tellement important de remettre les citoyens d'un pays au centre des décisions qui touchent à l'agriculture et à l'alimentation. On est ce qu'on mange paraît-il, alors reprenons la main pour déterminer ce que nous voulons être. L'un des combats les plus nobles me semble-t-il, non?

**Dans le texte de l'initiative, un des points que tu considères comme particulièrement important?**

Ils sont tous importants puisqu'ils définissent ce qu'est la souveraineté alimentaire. Mais pour moi, la question des prix des produits est fondamentale. Aujourd'hui l'agriculture est complètement en dehors des réalités. Être payé 10.-/heure –et encore– pour faire du lait alors qu'un mécanicien agricole en touche 100 ou 120.-, c'est du grand n'importe quoi. Les jeunes ne veulent plus de cette agriculture. Que l'on soit Bio, IP, PER, les prix des produits doivent pouvoir garantir la couverture des coûts et dégager des bénéfices. C'est fondamental. C'était l'esprit de la grève du lait en Europe et en Suisse et cela reste le point central des revendications de l'European milk board.

**Justement, comment as-tu vécu cette action historique?**

J'étais très enthousiaste. L'ampleur était incroyable. On a ressenti une très grande fraternité entre les paysans en Suisse et dans toute l'Europe. Un des plus beaux souvenirs de ma carrière syndicale au sein d'Uniterre. Cependant les grands distributeurs ont été malins. Ils ont donné les 6 centimes et cela a tout stoppé...sauf la baisse des prix les années suivantes. La FPSL n'a pas profité de la position de force ni de la mobilisation des paysans pour mettre en place une véritable «machine» pour négocier des hausses de prix. Pour moi, on devrait faire la grève beaucoup plus régulièrement pour instaurer un rapport

de force. C'est notre seul moyen de négocier les prix, il ne faut pas l'oublier.

La grève a permis aux paysans de poser leur diagnostic et de faire des propositions pour le marché laitier. Tant en Europe qu'en Suisse, le constat s'est révélé le même. Impossible d'avoir des prix sans réguler les quantités mises sur le marché. A ce titre, les paysans ont fait des propositions qui n'ont pas été soutenues ni par la FPSL ni par l'USP. C'est bien dommage. Ces organisations ont préféré créer l'interprofession du lait plutôt que de se battre avec nous. Or l'IP-lait n'est qu'une coquille vide qui n'a pas la force d'imposer des solutions ni de dicter des règles. Le libre marché et les conséquences qui vont avec ont pour l'instant gagné. L'initiative populaire pour la souveraineté alimentaire est un moyen offert aux paysans pour reprendre la main. Il ne faut pas se loupier.

**Quel bilan fais-tu de 2015 au niveau d'Uniterre et comment vois-tu 2016?**

Mener une initiative populaire est très gourmand en énergie. On l'a bien senti à Uniterre. Les sections et le secrétariat ont fait un très gros travail de coordination et de récolte. Par conséquent, Uniterre a moins organisé de manifestations et était moins présent dans l'espace public pour remettre en question les dérives des filières, notamment dans le lait. Cela pourrait bien changer en 2016. L'initiative aura été déposée. Les commissions et les sections devront reprendre les dossiers. Il y a aussi eu la création - et la dissolution - de Swiss Agri Militant (SAM) qui a démontré que les paysans, et notamment les jeunes avaient envie de bouger. C'est très encourageant. Il reste cependant à savoir pourquoi ces jeunes ne se sont pas engagés à Uniterre et ont préféré le SAM. Qu'est-ce qu'apportait le SAM que n'apporte pas ou plus Uniterre? Connaissent-ils vraiment Uniterre? Comment nous perçoivent-ils? Quelle est notre image sur les jeunes paysans? Que veut la jeune génération? Je pense qu'il est important qu'Uniterre se pose ces questions en 2016. On ne doit pas passer à côté de la jeunesse.

**As-tu d'autres envies pour 2016?**

Oui, j'ai fait la connaissance d'André Pfmilin à la dernière assemblée générale de l'European milk board en Italie. J'ai mangé à côté de lui. C'est un type passionnant et qui connaît vraiment bien les rouages et les enjeux des marchés et des politiques laitières en Europe. J'aimerais vraiment qu'Uniterre puisse le faire venir pour quelques conférences. Via nos réseaux suisses et internationaux, Uniterre connaît beaucoup de monde. Nous devrions les inviter plus souvent, organiser des conférences et débattre avec nos membres.

*Propos recueillis par Nicolas Bezençon*

**André Pfmilin**

Ingénieur agronome, André Pfmilin a travaillé à l'Institut de l'élevage de 1970 à 2009. Depuis 2001, il était coordinateur des projets de recherche-développement en Europe. Promoteur de la prairie et du trèfle, il a été président de l'AFPF en 2008-2009. Aujourd'hui il donne de nombreuses conférences sur les politiques laitières et remet en question les options prises par les politiques européennes actuelles.

**Livre: «Europe laitière, valoriser tous les territoires pour construire l'avenir!»**

L'élevage laitier reste une activité économique majeure pour le maintien de l'emploi et du tissu rural dans près de la moitié des régions européennes. Il valorise un tiers des surfaces agricoles, notamment en zones défavorisées, contribuant aussi à la production de biens publics essentiels: l'eau, l'air, le sol, la biodiversité et le paysage. Et pourtant, l'Europe laitière s'enferme dans une double impasse.

Impasse socio-économique d'abord. Alors que la plupart des grands pays confortent leur marché interne, l'Europe a décidé d'abandonner la préférence communautaire et les quotas laitiers. Elle s'aligne sur les règles de l'OMC, espérant renforcer sa place sur un marché mondial de beurre et de poudre, marginal en volume et en valeur. Ce faisant, elle accentue la volatilité du prix du lait et impose une compétition mortelle pour la majorité des producteurs.

Impasse environnementale et territoriale ensuite. Avec le modèle Holstein-maïs-soja la PAC a favorisé la spécialisation et l'agrandissement des troupeaux, ainsi que leur concentration dans les plaines labourables aux dépens des zones herbagères et des races plus rustiques produisant du lait et de la viande. La fin des quotas va amplifier l'industrialisation et la concentration, accélérant l'exode rural et le changement climatique, mais aussi la perte de biodiversité et de patrimoine culturel, notamment dans les nouveaux pays membres.

Pour sortir de cette double impasse et pour préserver une Europe et une planète vivables pour nos enfants, il faut opter clairement pour la souveraineté alimentaire, celle des 500 millions d'Européens et celle des pays en développement. Il faut aussi encourager un élevage valorisant davantage les prairies et les ressources locales. Il n'est pas trop tard pour décider d'une autre politique laitière et rurale, plus conforme au traité de Lisbonne, avec le soutien du Parlement européen et la mobilisation de tous.

Edition France Agricole, (2010, 314 pages)

INITIATIVES

# «Fin de partie»: serrer la vis à la spéculation sur les denrées alimentaires - on vote!

Le 28 février 2016, l'initiative populaire «Pas de spéculation sur les denrées alimentaires (initiative contre la spéculation)» sera soumise au vote. Le 14 décembre, lors d'une conférence de presse, les organisations humanitaires, les associations d'agriculteurs, les organisations religieuses et les partis politiques de «l'alliance contre la spéculation sur les denrées alimentaires» se sont exprimés sur la campagne prévue pour obtenir un clair «OUI» pour cette initiative.



Actuellement, 1.8 milliard de personnes souffrent de la faim ou de malnutrition. L'ONU a qualifié la famine de plus grand problème non résolu de notre monde. La faim dans le monde est accentuée aujourd'hui par la spéculation sur les marchés financiers et ce nouveau facteur peut être stoppé par l'initiative «Pas de spéculation sur les denrées alimentaires». Les institutions financières, dont le siège ou une succursale est en Suisse, ne seront plus autorisées à spéculer sur les

prix des dérivés agricoles. Aujourd'hui, en Suisse, un certain nombre de fonds d'investissements étrangers ainsi que des traders spéculent sur le prix des denrées alimentaires conduisant à une extrême volatilité des prix. Ce marché cause la faim et la pauvreté dans le monde.

Uniterre soutient cette initiative car elle permet de mettre le doigt sur une problématique qui nous tient à coeur. En tant que paysans, maillon essentiel de l'alimentation humaine, de Suisse

et d'ailleurs, nous pouvons témoigner de l'impossibilité de lier la production de denrées alimentaires aux lois de l'ultra-libéralisme. Il est bien clair que la spéculation en est la pire de ses formes et qu'elle est apparue récemment. Malheureusement elle a déjà montré toute l'étendue de ses capacités de nuisance. Les paysans, qu'ils exploitent un énorme domaine de plusieurs centaines d'hectares dans un pays industrialisé, ou qu'ils s'occupent de quelques ares dans un pays en développement savent que leurs productions dépendent de nombreux facteurs climatiques sur lesquels le plus gros des tracteurs n'aura aucune influence. En ces jours de grandes décisions pour notre planète sur le climat, cette discussion résonne encore mieux à nos oreilles.

Pour nous paysans, qui aimons notre métier, qui nous levons tous les matins tôt pour nourrir nos semblables, le fait de savoir que certains s'enrichissent outrageusement sur le dos des producteurs et des consommateurs, sans jamais se salir les mains ni même savoir sur quoi ils spéculent nous gênent tout particulièrement. En tant que gens de la terre, nous sommes souvent éduqués

et dans le respect de la nourriture et le slogan de la campagne «on ne joue pas avec la nourriture» m'a tout particulièrement touché. L'application de cette initiative serait un signal fort de notre pays. Il est bien clair que des moyens importants seront mis pour y barrer la route. Pour ma part, j'ai déjà entendu des critiques notamment au niveau des postes de travail en jeu. Même si je ne crois pas que ces craintes soient justifiées, j'aimerais souligner que l'agriculture dans notre pays a perdu 150'000 emplois en 30 ans passant de 300'000 à 150'000 emplois de 1985 à nos jours. Ceci bien sûr est valable dans la plupart des régions du monde. Malheureusement personne n'y voit de problème et le phénomène ne va pas en diminuant. Nous pourrions donc sans problème atténuer la perte d'emplois dans l'agriculture voire augmenter le nombre d'emplois afin de compenser les postes que nous perdrons dans le trading. Bien sûr je ne suis pas sûr que les spéculateurs soient d'accord de se salir les mains! Alors ne jouons plus avec la nourriture!

*Philippe Reichenbach, Président Uniterre Neuchâtel*

## Célébration oecuménique



ans des "Objectifs du millénaire pour le développement" (OMD), lancés en l'an 2000. Même si de graves insuffisances demeurent, les OMD ont permis la réduction de moitié du nombre d'enfants non scolarisés et en âge d'aller à l'école, la diminution de plus de la moitié de l'extrême pauvreté, qui est passée de 1,9 milliard de personnes en 1990 à 836 millions en 2015. Désormais, selon l'ONU, les dix-sept Objectifs de développement durable (ODD) devraient mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030, tout en préservant la planète.

Au sortir de la cathédrale, les participants ont été invités à signer les deux initiatives populaires fédérales, «Souveraineté alimentaire», et «Pour des multinationales responsables» présentées comme «capitales pour l'avenir de la planète».

La moitié de la collecte effectuée durant la cérémonie, soit 3'000.- a été versée en faveur d'Uniterre, en remerciement de son engagement pour une agriculture familiale durable en Suisse comme dans le monde. Un grand merci.

Le 6 décembre, la Cathédrale de Lausanne accueillait une célébration oecuménique intitulée «Objectif terre-mission possible!».

Organisée par 48 ONG chrétiennes de sensibilité diverses engagées dans la coopération, cette célébration réunissait les différents courants au sein de l'Eglise. Ils ont célébré les quinze

### Souveraineté alimentaire

En novembre et décembre, l'initiative était au top de son énergie. Du 1<sup>er</sup> au 18 décembre plus de 10'000 signatures sont arrivées dans les locaux! Mais il ne faut rien lâcher. Les fêtes et les deux mois hivernaux qui suivent devront être aussi dynamiques que les deux précédents! Les marchés sont encore d'excellentes occasions ainsi que les Eglises, paroisses et aussi, dans un tout autre registre les Landis et les déchèteries communales!

Mi janvier, nous refaisons un envoi pour valider aux communes; merci de nous renvoyer les feuilles. MERCI!!!

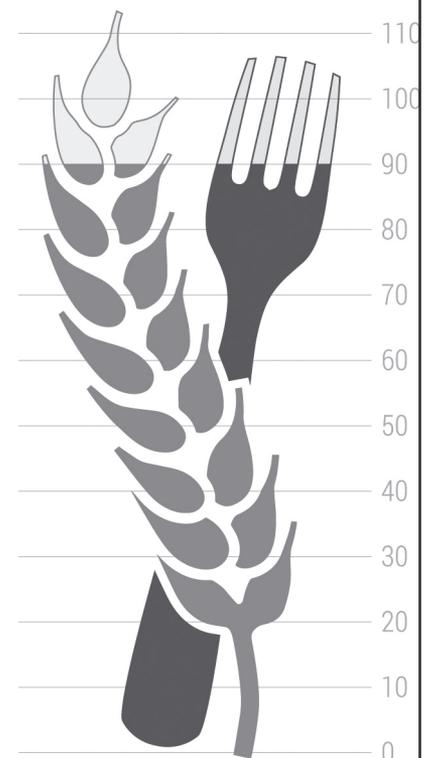
### CONTACTS INITIATIVE

Salvatore Pittà  
coordinateur romand  
079 904 63 74  
s.pitta@uniterre.ch

Mireille Clavien  
021 601 74 67  
m.clavien@uniterre.ch

Bureau Uniterre  
021 601 74 67

90'000 reçues (7'000 nulles)  
50'000 validées  
33'000 en cours de validation  
**Objectif: 130'000 récoltées!**



INTERNATIONAL-PALESTINE

# Valoriser son raisin, une forme de résistance

Il y a un an, Uniterre vous présentait un projet agricole dans la région de Hébron au sud de la Cisjordanie, en territoire palestinien occupé. Il s'agit pour les paysans de la région de retrouver une certaine autonomie dans la mise en valeur de leurs raisins. Raed Abu Youssef, Khalil Abu Rayan et Nemin Shatrit, tous trois membres de la coopérative viticole Al Sanabel, étaient de passage en Suisse.



Raed Abu Youssef dans l'atelier.

C'est au domaine viticole de «La Vigne Blanche» de Sarah Meylan à Cologny (Genève) qu'une dizaine de vigneron-ne-s genevois et leurs collègues palestiniens ont échangé avec passion sur les méthodes de pressage ou de filtrage du raisin comme de la situation en Palestine et de la perception que nous en avons ici. La rencontre s'est achevée par un échange de jus de raisin genevois et palestinien et par la promesse d'essayer de trouver quelques appuis pour ce projet prometteur.

## Cultiver sous occupation

Raed, qui parle parfaitement le français suite à des études d'agro-mécanicien à Montpellier en France, rappelle ce que signifie être paysan sous une occupation civile et militaire. La région autour d'Hébron est fortement asphyxiée par les nombreuses colonies illégales israéliennes, par les barrages routiers, les routes réservées aux colons, la présence militaire massive et les couvre-feux. Un des problèmes centraux des paysans est l'application par Israël d'une ancienne loi ottomane: celle-ci consiste à confisquer la terre qui n'est pas cultivée pendant 3 ans d'affilés. Ainsi, que ce soit par les colons ou l'armée, tout est mis en place pour empêcher les paysans de travailler leurs terres dans des zones

stratégiques. Dès que les trois ans sont passés, ils confisquent la terre et l'attribue aux colons. C'est pourquoi la coopérative Al Sanabel se bat pour que les paysans de la région puissent coûte que coûte accéder à leur terre et la travailler puis obtenir, par le truchement de la coopérative, un meilleur prix que celui du marché. Chaque année, depuis le début des années 2000 et la seconde Intifada, des observateurs internationaux sont présents dans les zones de récoltes, notamment les oliveraies, pour permettre de conserver une activité agricole. Depuis 15 ans, plus de 1'500 internationaux se sont relayés dans la région.

## Un marché en constante évolution

Pendant de nombreuses années, les Palestiniens avaient pour habitude de vendre près de 60% de leur récolte en Israël ou dans les colonies voisines où des «usines» produisaient du vin industriel. Mais depuis 1994, à la suite des accords d'Oslo tout est devenu plus compliqué car le «protocole économique de Paris» réglant les échanges économiques entre Israël et les territoires occupés a été signé. Dans une relation occupé-occupant, c'est bien Israël qui décide de ce qu'elle veut bien faire entrer comme produits agricoles palestiniens

sur son territoire tout en inondant sans limite les territoires occupés de produits agricoles israéliens en tout genre. Israël exporte ainsi du raisin à 50 cents le kilo en Palestine alors qu'il est vendu en Israël à 2 euros le kilo faisant ainsi une rude concurrence à la production locale puisque les coûts de production se situent aux alentours de 70 cents. Selon Raed, les exportations dans cette région ont augmenté car l'Europe est moins intéressée par le raisin israélien trop chargé en pesticides. Il finit ainsi sur le marché palestinien.

## Exode et réduction de la production

Dans les années 1990 à 2000, en raison de la situation économique et politique désastreuses, de nombreux jeunes sont partis travailler en Israël ou dans les colonies et ont abandonné les champs. Raed estime qu'environ 15'000 palestiniens travaillent dans les colonies agricoles et industrielles et que 100'000 travaillent en Israël dont 20'000 sont clandestins. Si des travailleurs asiatiques ont pris la place des Palestiniens dans l'agriculture israélienne, ces derniers restent très «prisés» dans le secteur du bâtiment. La production viticole est en conséquence passée de 70'000 tonnes à 35'000 tonnes en quelques années et des terres ont été confisquées.

## Agir pour rester

Au vu de cette évolution, Raed a voulu agir et permettre aux paysans palestiniens de valoriser sur place leurs produits. Cela faisait suite à la perte de la moitié de la récolte en 2006 en raison du blocus imposé par Israël. Prenant son bâton de pèlerin, il a présenté son projet de coopérative viticole en France, en Belgique et en Suisse et a rencontré des oreilles attentives. La coopérative regroupe à ce jour 365 adhérents (30% des producteurs de la région) et 600 hectares de vignes. Ayant construit un bâtiment, installé une cuve, une presse, un filtre, un pasteurisateur et une embouteilleuse, ils ont pu prendre la décision en 2010 de ne plus vendre une grappe aux colons qui achetaient le raisin à 60 ou 65 cents le kilo. Heureusement, la coopérative a su jouer son rôle et permis d'augmenter le prix du raisin de table comme du jus de raisin filtré qu'elle vend dans des expositions-ventes, des hôtels, des mairies ou à des particuliers. Les adhérents amènent la matière première et la coopérative se charge de la commercialisation. Quelque fois, les producteurs reprennent du jus pour faire de la confiture de raisins très

appréciée en Palestine. Si les adhérents tirent un meilleur prix de la vente, ils ne «profitent» pas des éventuels bénéfices de la coopérative. Ceux-ci sont réinvestis dans le développement de l'entreprise et dans des projets sociaux à destination des écoles ou des équipes sportives de la région. Lors de la guerre de l'été 2014 à Gaza, la coopérative a répondu à un appel d'aide humanitaire et a réuni 60 tonnes de fruits et légumes qu'elle a acheminés vers Gaza en camion.

## Un marché porteur

A ce jour, ils produisent 15'000 bouteilles de jus de raisin et fin novembre il ne leur en restait plus que 1'500 en stock. Mais leur objectif est bien plus ambitieux. Ils souhaitent produire annuellement 250'000 bouteilles car le marché et les producteurs sont preneurs. La preuve, après être tombée à 35'000 tonnes, la production est remontée à 50'000 tonnes et les coopératives de la région estiment qu'elle montera à 100'000 tonnes d'ici à 2020. Mais pour parvenir à valoriser ces produits, il y a nécessité d'investir dans du matériel que Raed peut se procurer sur place sans grandes difficultés. La coopérative a déjà réuni la moitié des fonds pour atteindre l'objectif. Il reste encore environ 250'000 euros à trouver. Les vigneron-ne-s genevois ont promis de prendre contact avec leurs communes respectives pour essayer de réunir la somme nécessaire à l'achat de l'un ou l'autre équipement.

Valentina Hemmeler Maïga



Raed Abu Youssef et Yves Batardon.

## Pour soutenir la coopérative Al Sanabel

Tout don est le bienvenu:

Collectif Urgence Palestine  
Rue des Savoises 15, 1205 Genève  
CCP 17-766771-3  
Mention «Sanabel»

(il est possible de faire un parrainage mensuel de 10, 20 ou 50 fs ou de verser un don unique).



Vignoble dans la région d'Hébron. Dans cette région se situent également des vignes en terrasse classées «patrimoine mondial de l'UNESCO».

MINISTÉRIELLE DE L'OMC

# Le loup déguisé en agneau

Après avoir ignoré les problèmes que le système de commerce mondial pose à l'Afrique, l'OMC – l'un des principaux instruments de gouvernance économique mondiale – arrive sur ce continent à la recherche d'une légitimité. L'OMC tente de se réinventer, de donner l'impression qu'elle veut s'occuper de l'Afrique et qu'elle apporte des solutions à une foule de problèmes (pauvreté croissante, chômage et sous-emploi, effondrement des institutions, etc.). Les économies africaines, étant pour la plupart d'origine agricole, ont été ruinées par l'OMC qui soutient la cause des pays développés, et des grandes entreprises transnationales.

En recevant la 10<sup>ème</sup> réunion ministérielle, le Kenya pense augmenter son revenu touristique et attirer des investissements étrangers dans d'autres secteurs économiques. Il a essayé de tromper les autres États africains pour qu'ils acceptent l'OMC. Le gouvernement du Kenya semble avoir mordu à l'appât. Le

Kenya et l'Afrique ne devraient pas être dupés, ils devraient sortir de l'OMC. S'ils y restent, ils peuvent s'attendre à des mesures qui malmèneront encore plus leurs économies, les paysans et paysannes, les consommateurs, les industries et les moyens de subsistance.

À Nairobi, la plupart des négociations par les gouvernements africains sont dictées par les impératifs du marché plutôt que par les besoins de protéger les paysans locaux et les consommateurs. Alors qu'il faudrait tirer les enseignements de l'expérience des pays qui ont cultivé le coton africain 4 (C4) et dont les économies ont été ruinées par les fausses subventions américaines pour le coton. Cette question est devant l'OMC depuis 2002, mais rien n'a été fait pour sanctionner les États-Unis, jusqu'à présent. Par contre les États-Unis ont offert une aide au développement qui a encore plus ruiné l'agriculture des pays en les obligeant à acheter des produits agricoles chimiques toxiques

et des OGM dans le but d'augmenter leur «productivité agricole». Une telle hypocrisie doit être condamnée et ne peut pas être admise à Nairobi MC10. Ces procédés vont à l'encontre de la Constitution des pays en imposant des règles qui compromettent leur espace politique, les droits humains et refusent la souveraineté alimentaire.

La Via Campesina et ses partenaires (la Marche mondiale des femmes, Kenya, le Centre pour l'application de la Constitution, Dandora Must Change et Bunge la Mwananchi) se rencontrent à Nairobi sous la bannière «Stopper l'OMC». Nous réclamons la souveraineté alimentaire car c'est l'alternative des peuples au régime des accords de libre-échange de l'OMC dirigé par le monde des affaires.

*La Via Campesina*

**Merci de renvoyer vos feuilles de signatures même incomplètes, avant mi janvier!**

## MEILLEURS VOEUX!

Toute l'équipe d'Uniterre vous envoie ses meilleurs voeux!

Cette année 2015 était marquée par l'initiative «souveraineté alimentaire». Cette initiative a permis sans aucun doute d'amorcer le débat sur une autre politique agricole qui pourrait permettre l'émergence d'une agriculture paysanne locale et rémunératrice. Nous avons élargi considérablement le cercle d'appui à notre vision de l'agriculture. Fin mars 2016, nous serons fixés sur la suite de cette aventure.

Nous vous souhaitons quelques jours de repos bien mérités et espérons vous retrouver avec une énergie et une force renouvelée pour 2016! Nous souhaitons poursuivre notre pression sur la politique agricole; c'est un travail de longue haleine. Le menu des luttes sera vaste: entre l'accord de libre-échange Suisse-Malaisie, la ligne blanche, l'indispensable nécessité de mettre de l'ordre dans le marché laitier suisse et européen, les filières courtes équitables, etc.



## CONTACTS SECTIONS

**Neuchâtel**  
Philippe Reichenbach  
079 640 89 63

**Genève**  
Rudi Berli  
078 707 78 83

**Fribourg**  
Stéphane Mauron  
026 655 16 27

**Vaud**  
André Muller  
021 652 75 50

**Jura**  
021 601 74 67

**Chablais**  
Pierre Moreillon  
024 499 21 17

50ct/litre de lait pour le paysan: **SCANDALE!**

**EXIGEONS:**

**1.-/litre de lait**  
pour les  
**paysans**



**commerce équitable**  
pour les  
**consommateurs**

**HALTE AU DUMPING!**



Uniterre utilise les logiciels Crésus. Et vous? Maintenant avec plan comptable pour l'agriculture!  
Crésus Comptabilité, Crésus Salaires et Crésus Facturation: le trio gagnant

[www.cresus.ch](http://www.cresus.ch)



[www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)

**Responsable du journal:**  
Valentina Hemmeler Maïga [v.hemmeler@uniterre.ch](mailto:v.hemmeler@uniterre.ch)

**Imprimerie, annonces:**  
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs, 1450 Sainte-Croix, Tél. 024 454 11 26

**Secrétariat du syndicat:**  
Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne.  
Tél: 021 601 74 67, Fax 021 617 51 75,  
Courriel: [info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)

**Abonnements et changements d'adresse:**  
Claude Mudry, Bellevaux 50, 2518 Nods, 079 365 76 10, [c.mudry@uniterre.ch](mailto:c.mudry@uniterre.ch)  
**Cotisations annuelles** Paysan: Fr. 200.-  
Sympathisant: Fr. 150.- Soutien: Fr. 400.-  
CCP 17-6872-4, Banque Raiffeisen, Compte Uniterre  
No 28496.55, 1564 Domdidier

**Commission «par l de lait, 1.- pour le paysan»:**  
Nicolas Bezençon, 021 601 74 67, [lait@uniterre.ch](mailto:lait@uniterre.ch)  
**Commission grandes cultures et viande:**  
Nicolas Bezençon, [gvciande@uniterre.ch](mailto:gvciande@uniterre.ch)

**Commission internationale Uniterre:**  
Rudi Berli, av. des Gares 15, 1201 Genève  
Tél. 078 707 78 83, [ciu@uniterre.ch](mailto:ciu@uniterre.ch)  
**Coordination Européenne Via Campesina:**  
Valentina Hemmeler Maïga, [v.hemmeler@uniterre.ch](mailto:v.hemmeler@uniterre.ch)  
**Commission vente directe:**  
Nicolas Bezençon, [n.bezencon@uniterre.ch](mailto:n.bezencon@uniterre.ch)  
**Commission jeunes-accès à la terre:**  
Valentina Hemmeler Maïga, [v.hemmeler@uniterre.ch](mailto:v.hemmeler@uniterre.ch)  
**Président:** Charles-Bernard Bolay [charles-bernard@bluewin.ch](mailto:charles-bernard@bluewin.ch)  
079 409 14 42